

**ANNEXE 3 – RAPPORT 3 - PROJET INTERREGVI « TERRITOIRE DE SANTE PAMINA  
GESUNDHEITSREGION » - Création d'un poste de travail**

## **PROJET**

**CONTRAT A DUREE DETERMINEE**

**Emploi non permanent**

**Catégorie A**

**Besoin des services**

ENTRE

Le **TECT Eurodistrict PAMINA** représentée par son Président, dûment habilité par délibération en date du **xx/xx/xxx**, ci-après désignée "**la collectivité employeur**", d'une part ;

ET

**xxxx** née le **xxxxx** à **xxxxx (xx)**, ci-après désignée "**le co-contractant**", d'autre part.

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 3-3,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Comité syndical en date du **xxxxx** définissant les règles d'attribution du régime indemnitaire aux agents du Centre de gestion,

Considérant que la vacance de cet emploi a été enregistrée auprès du Centre de gestion de la fonction publique territoriale sous le numéro **xxxx/2025**,

Considérant que le recrutement d'un agent contractuel pour les emplois du niveau de la catégorie A est possible lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient, et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté,

Considérant les missions consistant à réaliser des .....

Considérant l'expérience de xxxxx en matière de .....

Considérant qu'aucun fonctionnaire disposant des compétences et d'un diplôme équivalent n'a pu être recruté,

Considérant que le co-contractant remplit les conditions générales de recrutement requises par les dispositions de l'article 2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié et susvisé,

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

xxxxxx est engagé en qualité d'agent contractuel de catégorie A, à temps complet, soit 35 heures hebdomadaires de travail. Elle/Il exercera les fonctions de xxxxxx

#### **ARTICLE 2 : DUREE DU CONTRAT**

Le contrat prend effet au xxxxxxxx pour une durée de xxxx, et prendra fin le xxxxxxxx. Le co-contractant est soumis à une période d'essai d'un mois.

#### **ARTICLE 3 : CONDITION D'EMPLOI**

Le cocontractant exercera ses fonctions dans les conditions détaillées dans la fiche de poste ci-annexée.

#### **ARTICLE 5 : DROITS ET OBLIGATIONS**

Conformément aux dispositions de l'article 136 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et susvisée, le co-contractant sera soumis pendant toute la période d'exécution du présent contrat aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifiés et susvisés.

En cas de manquement à ces obligations, le régime disciplinaire prévu par le décret précité pourra être appliqué.

#### **ARTICLE 6 : REMUNERATION**

Pour l'exécution du présent contrat, xxxxx percevra une rémunération mensuelle calculée sur la base de la valeur afférente à l'indice brut xxx, indice majoré xxx, à laquelle s'ajouteront les indemnités du cadre d'emplois des attachés c'est-à-dire de la prime de fonction d'un montant brut de xxxx € (taux plein) et éventuellement l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Cette rémunération sera réévaluée en fonction de l'évolution des traitements dans la fonction publique. Les primes seront versées mensuellement et seront proratisées en fonction du temps de travail.

#### **ARTICLE 7 : SECURITE SOCIALE- RETRAITE**

Pendant toute la durée du contrat, la rémunération du co-contractant sera soumise aux cotisations sociales prévues par le régime local de la sécurité sociale (régime local d'Alsace Moselle). Il sera affilié à l'IRCANTEC.

#### **ARTICLE 8 : RENOUVELLEMENT DU CONTRAT**

Le présent contrat est susceptible de renouvellement par reconduction expresse dans la limite de la durée maximale possible prévue par la loi.

L'autorité territoriale notifie son intention de renouveler ou non l'engagement au plus tard 2 mois avant le terme de l'engagement.

Lorsqu'il est proposé de renouveler le contrat, xxxx dispose d'un délai de 8 jours pour faire connaître le cas échéant son acceptation. En cas de non-réponse dans ce délai, le co-contractant est présumé renoncer à son emploi.

#### **ARTICLE 9 : RUPTURE DU CONTRAT**

Le présent contrat prendra fin :

- soit normalement à l'arrivée à son terme
- soit par décision de licenciement avant l'arrivée de son terme.

xxxxx ne peut être licenciée avant le terme de son contrat qu'après un préavis effectif qui lui est notifié dans les délais suivants :

- 8 jours au moins si l'intéressée a accompli moins de 6 mois de service
- un mois au moins si l'intéressée a accompli des services d'une durée égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à deux ans.
- aucun préavis n'est nécessaire en cas de licenciement prononcé soit en matière disciplinaire, soit pour inaptitude physique, soit à la suite d'un congé sans traitement d'une durée égale ou supérieure à un mois, soit en cours ou à l'expiration de la période d'essai.

- soit par démission du co-contractant. xxx devra, le cas échéant, informer Monsieur le Président de xxx de son intention de démissionner par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en respectant le préavis prévu ci-dessus.

#### **ARTICLE 10 : ANNEXES**

Sont annexés au présent contrat :

- Les certificats de travail fournis par le cocontractant et délivrés par les autres collectivités territoriales et leurs établissements publics l'ayant employé antérieurement ;
- La fiche de poste.

#### **ARTICLE 11 : RECOURS**

Le présent contrat peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Strasbourg à compter de la date de remise à l'intéressée.

Fait à Lauterbourg, le

LE CO-CONTRACTANT

LE PRESIDENT DU GECT EURODISTRICT PAMINA

XXXXXX

XXXXXX

**Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.**